

Une autre mondialisation est-elle possible ?

Cédric Tellenne

Professeur en classes préparatoires EC, lycée Saint-Jean (Douai)

Auteur, sur le sujet, de "Débats et alternatives : anti et altermondialisme" dans "La mondialisation : genèse, acteurs, enjeux", sous la direction d'A. Nonjon et P. Dalenne, éd. Ellipses, coll. Transversales, 2004 ; de "Géopolitique du développement durable", sous la direction de P. Gauchon et C. Tellenne, PUF-Major 2005 et, en collaboration avec Thomas Snégaroff, de "L'altermondialisme : réticences ou résistance ?", éditions Ellipses (à paraître, la rentrée 2006).

En marge du sommet des Amériques qui s'est tenu en novembre 2005 à Mar del Plata en Argentine, réunissant 34 chefs d'État américains, le président des États-Unis George W. Bush a été accueilli par des manifestations d'hostilité tandis que s'organisait un contre-sommet, dit "Sommet des Peuples", dénonçant les recettes de l'ultralibéralisme dictées par le FMI, la Banque mondiale et la Maison Blanche aux peuples latino-américains (le fameux "consensus de Washington") et accusant les grands argentiers de la planète de piller les ressources de l'autre Amérique comme autrefois les colons convoyaient l'or et l'argent des mines pour alimenter l'Europe en "fabuleux métaux". Sommet des chefs d'État contre "sommet des peuples" : la fracture semble consommée entre les "décideurs" et la société civile...

De Mar del Plata à Porto Alegre, l'Amérique latine s'affirme comme l'épicentre du combat altermondialiste car elle résume dans sa di-

versité tous les effets pervers supposés de la mondialisation et, partant, tous ses enjeux : la dépendance vis-à-vis des États-Unis et la nécessité de résister à l'influence de son modèle de capitalisme, la pénétration des capitaux étrangers et les menaces de déstabilisation qu'elle fait peser sur les économies nationales, le creusement des inégalités sociales (notamment la pauvreté rurale) appelant des réponses fortes des pouvoirs publics, le développement des économies parallèles et des organisations mafieuses et la nécessité de les combattre. Deux grandes figures incarnent en 2005 la résistance à la "mondialisation ultralibérale" imposée par les États-Unis. D'un côté, le président "bolivarien" du Venezuela Hugo Chavez, qui conjugue les provocations médiatiques envers l'Administration Bush et la diplomatie du pétrole au profit des pays les plus pauvres de la zone Amérique-Caraïbes ; il semble avoir en partie détrôné Lula dans le rôle de leader de la cause sud-américaine. De

l'autre, Diego Maradona, gamin des ruelles devenu la gloire du football argentin et une idole pour les peuples du sous-continent, qui est l'organisateur officiel du contre-sommet en vertu d'une promesse faite au président cubain Fidel Castro ; peut-il remplacer Che Guevara dans le cœur (et sur les tee-shirts) des militants altermondialistes ?

L'anti-américanisme (et l' "anti-bushisme", sa forme actuelle la plus radicale) apparaît ainsi très nettement comme le ciment des opposants à la "mondialisation libérale", l'antiaméricanisme des Américains¹ représentant une légitimation en elle-même très forte d'un mouvement d'envergure mondiale qui prétend être le reflet de la société civile. Tellement forte qu'on a parfois l'impression que l'altermondialisme se résume entièrement à l'anti-américanisme, en l'absence d'un programme réellement structuré. Il est vrai que le mouvement – ou plutôt la nébuleuse – altermondialiste agrège des luttes diverses et parfois franchement antagonistes. Les nombreuses lignes de fracture qui le traversent (la plus importante opposant de manière apparemment irréconciliable les

(1) La formule en elle-même est très révélatrice d'une asymétrie d'influence exceptionnelle des États-Unis dans leur "arrière-cour".

révolutionnaires et les réformistes) – brouillent son message, nuisent à sa visibilité auprès des grandes instances de décision et offrent à leurs détracteurs un angle d’attaque aisé. Les États-Unis et Bush sont-ils les boucs émissaires commodes d’un mouvement sans unité doctrinale ou, au contraire, l’anti-américanisme peut-il constituer un socle pour l’élaboration d’une voie vers une autre mondialisation, vers un projet de société alternatif ?

La mobilisation des altermondialistes : vers un mouvement de masse ? ■

La montée des contestations anticapitalistes et antimondialistes depuis les années 1980

Les décennies 1980 et 1990 sont des “années-charnières” pour la genèse du mouvement antimondialiste car elles voient le passage au “troisième âge de la mondialisation” (globalisation), marqué par l’extension du libre-échange, la déréglementation généralisée et l’accélération des flux de capitaux, le tout sous l’influence des États-Unis. Durant ces années, la croissance de la nouvelle économie a permis aux multinationales de renouer avec d’importants profits et à de jeunes pousses d’écrire de nouvelles *success-stories* dans les hautes technologies, la frénésie de spéculation s’est alimentée d’une innovation financière constante, les mégafusions ont dessiné un capitalisme plus concentré et oligopolistique, le mythe de la “world company” s’est développé avec l’organisation des multinationales en réseaux mondialisés. Parallèlement, la notion de risque environnemental global se précise avec une succession rapprochée

d’incidents technologiques et industriels, la plus grande fréquence des marées noires, l’expertise plus précise des pollutions atmosphériques. La contestation anticapitaliste et antimondialiste surgit dans ce contexte, dans les pays du Nord avant de s’étendre au Sud, sous trois formes essentielles qui sont interdépendantes.

- La contestation écologique : elle est pour l’essentiel anti-nucléaire avec l’action d’une association comme Greenpeace, créée au début des années 1970 et qui se fait connaître mondialement en tentant de bloquer les essais nucléaires français en Polynésie (affaire du Rainbow Warrior en 1985). Elle se prolonge par l’élargissement des combats des mouvements écologistes radicaux (*deep ecology*). Le combat paysan s’inscrit pour partie dans cette contestation. L’écologisme néo-ruraliste des années 1970 se consolide dans les années 1980 avec la création de la Confédération paysanne : elle porte les valeurs du monde paysan traditionnel, privilégiant la qualité des produits et la proximité avec le consommateur, dénonçant la logique productiviste imposée par la grande distribution, montrant les limites du progrès technique (la question des OGM émerge alors). Les préoccupations écologiques croissantes amènent les Verts à assumer des postes ministériels (Allemagne, France) tandis que l’ONU commande à la Commission mondiale sur l’environnement et le développement (CMED) un vaste rapport programmatique, *Our Common Future*, publié en 1987, qui popularise la notion de “développement durable”.

- La dénonciation du libre-échange et des multinationales, vus comme les instruments d’un néo-colonialisme. Les premières manifestations de rejet du libre-échange ont lieu en Amérique du Nord dans le

contexte de signature du traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (dès 1988) et culmine avec l’entrée en clandestinité l’Armée de libération nationale néozapatiste menée par le sous-commandant Marcos, après l’entrée en vigueur de l’ALENA (1^{er} janvier 1994). Parallèlement, de vastes campagnes de dénonciation sont menées contre les multinationales, soupçonnées de violer le droit du travail à l’image de Nike, Gap ou Chicco en Asie, accusées de nuire gravement à l’environnement (Exxon, Monsanto) ou de piller les ressources naturelles de pays pauvres en alimentant la corruption des dirigeants (Shell au Nigeria, Total en Birmanie). La contestation culmine en Europe avec le mouvement anti-AMI (Accord mondial sur les investissements) de 1996-98 reconnu, *a posteriori*, comme étant la première grande victoire de l’altermondialisation : il a montré que le mouvement de déréglementation financière pouvait être bloqué par la mobilisation de militants déterminés et le relais des gouvernants interpellés par la base².

- Le rejet des politiques économiques néo-libérales, accusées de détruire l’État-Providence et produire de nouvelles inégalités. Au Royaume-Uni, après les coups de boutoir portés au syndicalisme des Trade-Unions par Margaret Thatcher dans les années 1980, la contestation sociale rejaillit avec les manifestations populaires menées contre un projet d’impôt, la “Poll Tax”, jugé inégalitaire car favorable aux plus riches. Des manifestations “historiques” se déroulent également en France, en décembre 1995, contre la réforme des retraites projetée par le Premier Ministre Alain Juppé ou aux Pays-Bas en 1997 pour les droits des chômeurs, ou encore en Italie contre la politique jugée néo-libérale et l’affaire de Silvio Berlusconi.

(2) Sur ce point, voir C. Tellenne “Débats et alternative : l’anti et l’altermondialisme” dans *La mondialisation : genèse, acteurs, enjeux* sous la direction d’A. Nonjon, éditions Ellipses (2004), pp. 527-559.

La "génération Seattle"

C'est toutefois aux États-Unis, dans la ville de Seattle, que selon Lorri Wallach, militant de l'association de défense des consommateurs Public Citizen, "la mondialisation, prétendument irrésistible, s'est heurtée à l'obstacle incontournable de la démocratie de la base. Le monde ne sera plus jamais le même !" ³. On est en novembre 1999 et une réunion de l'OMC lançant le "cycle du Millénaire" doit se tenir dans la ville américaine, berceau de Boeing et de Microsoft, à l'invitation de Bill Clinton. On doit y discuter libéralisation des services et des investissements, protection de la propriété intellectuelle, baisse des subventions agricoles et lutte contre la pauvreté par le biais du commerce. La puissante centrale syndicale américaine AFL-CIO, l'association Public Citizen, des collectifs et ONG écologistes renommés comme Greenpeace mettent leur puissance logistique et leurs réseaux au service d'une manifestation officielle contre l'ultra-libéralisme économique et commercial, organisant notamment un service de presse qui tente d'unifier et de solenniser les revendications, ainsi qu'un "Forum international sur la globalisation" qui donne un cadre aux débats. Se déroule alors une manifestation géante, regroupant entre 40 000 et 50 000 contestataires issus des milieux étudiants, syndicaux et associatifs, en marge de laquelle se déroulent des affrontements avec les forces de l'ordre. Après plusieurs jours d'échauffourées, ponctués par l'instauration d'un couvre-feu et l'intervention de l'armée, environ 600 personnes sont arrêtées et Bill Clinton annule purement et simplement le sommet. Celui-ci est reporté à une date ultérieure : il est finalement lancé à Doha au Qatar en 2001.

De simples manifestations de rue sont-elles à même de bloquer le

processus de mondialisation comme le prétend Lorri Wallach ? On peut évidemment en douter mais l'essentiel n'est pas là. Cette date est essentielle dans la mesure où elle revêt une triple signification :

- Le mouvement de résistance à la mondialisation libérale prend conscience de sa force de mobilisation et de l'efficacité des "contre-sommets". On n'avait pas vu aux États-Unis une telle mobilisation depuis le mouvement contre la guerre du Viet-nam à la fin des années 1960.
- De nombreux jeunes entrent à cette occasion dans l'arène politique, selon des formes renouvelées de militantisme, parfois violentes. La "génération Seattle" sera plus politisée que la "génération Casimir" (mais l'altermondialisme n'offre-t-il pas à celle-ci une seconde chance ?).
- Le mouvement prend alors une coloration nettement anti-libérale et anti-capitaliste. Les médias parlent alors d'antimondialisation. Il est vrai que ce sont les grandes instances du capitalisme mondial (au premier chef l'OMC) et ses principaux symboles (multinationales, marques, enseignes) qui ont fait l'objet des attaques et destructions.

De l'antimondialisation à l'altermondialisation : un glissement sémantique riche d'enseignements

Le glissement de l'"anti-mondialisation", anticapitaliste et antilibérale (d'inspiration marxiste, anarchiste et écologiste radicale) à l'"alter-mondialisation", terme promu par la majorité réformatrice (d'inspiration socialiste, social-démocrate et écologiste modérée) s'effectue dans les années 2000-2001. Ce glissement est favorisé par les journalistes du "Monde Diplomatique" et au premier chef par le rédacteur en chef Ignaciotti

Ramonet qui promeut dans un éditorial la formule : "un autre monde est possible". La formule fait florès et devient vite le slogan des altermondialistes. Ce glissement se comprend donc par la volonté d'entretenir le feu de la contestation tout en quittant le terrain de la rue pour celui des idées, ce qui doit permettre au mouvement de gagner en crédibilité et en légitimité. Il s'agit d'avancer des projets de réforme constructifs (dont certains sont très anciens à l'image de la taxe Tobin). C'est ainsi durant l'année 2000 que les principales figures du Monde Diplomatique et d'ATTAC s'entendent avec leurs amis brésiliens pour lancer le projet d'un Forum social mondial à Porto Alegre, conçu comme un vaste espace de discussion et un laboratoire d'idées. La transformation se réalise donc et le mouvement se fortifie du fait que de plus en plus d'économistes prennent position contre un capitalisme jugé excessivement libéral et financiarisé et contre une approche du développement qui relève de la "pensée unique", fondée sur la trilogie libéralisation-privatisation-ouverture (Joseph Stiglitz, Daniel Cohen, Alain Lipietz, Amartya Sen).

Les références de l'altermondialisme sont profondément diverses, ce qui fait la richesse du mouvement mais également sa fragilité. A travers ces années de genèse de l'altermondialisme, on peut déceler une triple filiation intellectuelle et militante qui remonte loin dans l'histoire : marxiste, anarchiste et écologiste. L'antimondialisme serait ainsi la forme renouvelée d'un mouvement révolutionnaire anticapitaliste ancien, adaptée à un nouveau contexte économique et technologique. C'est sans compter sur d'inévitables récupérations politiques et de nouvelles références qui s'ajoutent à mesure que le mouvement s'étoffe et glisse de l'"anti" à l'"alter".

- L'héritage marxiste-léniniste demeure essentiel par la présence au coeur du mouvement altermondialiste des partis communis-

(3) Cité par B. Losson et P. Quinio dans *Génération Seattle*, éditions du Seuil (2003).

tes et groupuscules d'extrême-gauche d'obédience léniniste, trotskyste, ouvriériste. Le marxisme prend également la forme d'un tiers-mondisme qui demeure très vivace au sein du mouvement et transcende les clivages de chapelles⁴. Hors des courants strictement marxistes, la rhétorique marxisante transpire, à travers les références à la "mondialisation d'en bas" (et sa variante : la "France d'en-bas"), à la "fracture sociale", au "divorce du peuple et des élites". Certaines figures de la gauche modérée n'hésitent pas à les utiliser pour être associées au mouvement, ainsi en France Laurent Fabius lors de la campagne contre la Constitution européenne (2005). Jacques Chirac lui-même utilise en 1995 lors de la campagne présidentielle le thème de la "fracture sociale"⁵ puis milite pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres ou reprend l'idée d'une taxe sur les transactions financières ou sur les billets d'avion pour financer le développement.

- L'héritage anarchiste. Il est particulièrement important, par l'intermédiaire de partis politiques et groupuscules faibles numériquement mais très médiatisés du fait de leur activisme et par l'intermédiaire d'un anarcho-syndicalisme qui demeure puissant (CNT, Sud). Les idées anarcho-libertaires ont une influence qui déborde largement du cadre de ces simples organisations militantes puisqu'elles concernent également une partie du mouvement écologiste ainsi qu'une partie de la droite souverainiste et extrême. Le principal paradoxe pour cette vaste mouvance est de prôner le libertarisme tout en condamnant le libéralisme.

- L'héritage écologiste. Le souvenir de la contestation des années 1960 est également omniprésent dans l'altermondialisme, à tel point que certains ont vite annoncé un "Mai 68 mondial". L'écologisme y occupe une place véritablement essentielle : retour à la terre, condamnation du productivisme, rejet du

nucléaire, pacifisme. L'écologisme radical, dit profond (*deep ecology*), rejoint les deux précédents courants par son approche révolutionnaire, alors que dans le même temps l'"écologisme de gouvernement" décevait (création de ministères, de partis politiques, entrée des verts dans des coalitions gouvernementales) : les principaux thèmes écologistes ont été récupérés par les autres partis et son identité s'est brouillée.

Toutefois, avec l'affirmation politique du mouvement altermondialiste, son élargissement, d'autres filiations importantes peuvent être mises en avant. Elles sont appelées à s'affirmer de plus en plus si le mouvement veut continuer à gagner en ampleur, mais elles sont souvent fortement antagonistes avec les idéologies précitées :

- un héritage humaniste et chrétien. Il remonte au XIX^e siècle, à Victor Hugo et aux débuts du christianisme social (Lammenais), il s'incarne au XX^e siècle dans le courant politique de la démocratie chrétienne et les mouvements chrétiens sociaux (Le Sillon, la JAC et la JOC en France). L'aspiration à une mondialisation plus solidaire, à un capitalisme "à visage humain", à recréer du lien social demeure vivace, comme en témoignent le succès des Journées Mondiales de la Jeunesse (JMJ). De même, le mouvement de ferveur populaire à la mort de Jean-Paul II, reconnu d'une certaine manière comme le premier pape "altermondialiste", en particulier pour son engagement pour l'annulation de la dette des pays pauvres,

a démontré la profondeur de cette aspiration au changement.

- un héritage souverainiste, qui déplace légèrement le curseur politique de l'altermondialisme vers la droite. Dès le premier FSM, des personnalités souverainistes sont présentes à l'image du très controversé Jean-Pierre Chevènement, le chef du Mouvement des citoyens, né dans la gauche républicaine et patriotique mais qui a recruté nombre d'adhérents et sympathisants au sein de la droite souverainiste. On manque encore du recul historique nécessaire mais tout laisse à penser que la campagne pour le non au référendum en France marque une légère accélération du glissement souverainiste de l'altermondialisation : De Villiers, Dupont-Aignan, Boutin ont ainsi pu récupérer certains thèmes altermondialistes. Cela dit, si l'altermondialisme peut être de droite quand il est protectionniste et dirigiste, il demeure très majoritairement de gauche.

Le discours des altermondialistes : de la contestation à la proposition ? ■

La fin des idéologies et le retour de l'utopie

Depuis l'effondrement de l'URSS et du bloc soviétique, l'idéologie communiste est reléguée au rayon des archaïsmes historiques et le modèle américain de démocratie de marché

(4) **Les socialistes modérés et sociaux-démocrates peinent à se positionner face à l'héritage marxiste : en France, la gauche plurielle a éclaté depuis 2002 et le parti socialiste est déchiré entre les "socialistes de gouvernement", réformistes modérés et europhiles, qui ont abandonné la thématique marxiste et ceux qu'on pourrait nommer les "socialistes du refus", qui se rattachent franchement à l'altermondialisme (Nouveau Monde, NPS...), réformistes radicaux et eurosceptiques, volontiers marxisant.**

(5) **Le thème lui est soufflé par Emmanuel Todd qui professe alors des idées protectionnistes, interventionnistes et farouchement anti-américaines.**

Référence

est triomphant. Les altermondialistes dénoncent le “triumphalisme post-89” des milieux libéraux et appellent à la résistance contre l’ordre néo-libéral américain. Ils revendiquent de nouveau l’utopie comme un moteur de transformation sociale, en référence notamment à René Dumont, candidat écologiste malheureux aux élections présidentielles françaises de 1974 : “*Les Réalistes nous montrent que “leur” monde va inéluctablement à la catastrophe. Ils passent donc la parole aux Utopistes, qui sont convoqués à la barre du tribunal et en quelque sorte mis devant l’obligation de rechercher les bases de divers types de sociétés de moindre inégalité et de survie (...). Une société plaisante, détendue, sereine, en harmonie avec la nature, nous reste accessible*”⁶.

L’utopie doit être un moyen, comme dans les années 1960, de “réenchanter” le monde et la pratique politique alors que les grandes idéologies ont disparu, à l’heure où la société civile reproche souvent aux gouvernants, de droite comme de gauche, l’absence de projet d’envergure et une attitude trop gestionnaire et électoraliste. Les altermondialistes réfléchissent à une nouvelle société, “loin de la logique actuelle qui ne valorise que le marché et l’argent” (Charte de Porto Alegre, 2002). Le mouvement altermondialiste prétend être une sorte d’ “Internationale citoyenne” comme le montre la définition qu’en donnent M. Barlow et T. Clarke : “un mouvement progressiste de citoyens international et indépendant, capable de défier frontalement non seulement la loi des entreprises nationales mais également les institutions internationales chargées de la faire respecter”.

Cette utopie peut-elle jeter la base d’un programme politique ? Une série de trois problèmes doit être résolue pour franchir cette étape nécessaire. Le premier problème est que derrière les déclarations d’intention générales apparaissent des intérêts catégoriels qui nuisent à l’unité du mouvement : les paysans (du Nord, du Sud, les problématiques sont différentes), les ouvriers, les immigrés, les différents mouvements des “sans” (sans papiers, sans logis, sans travail), les étudiants, les femmes, les écologistes, les minorités, les groupes confessionnels... autant de luttes qui font la richesse du mouvement mais en soulignent également les limites. Le deuxième problème fondamental est que nombre des grandes figures politiques de la résistance à la mondialisation prêchent le pacifisme et la non-violence, ainsi qu’un réformisme tempéré qui doit amener à amender le capitalisme et non à le renverser comme le préconisent les plus radicaux. La majorité prône ainsi une régulation de la mondialisation à défaut d’enrayer purement et simplement le processus, tandis qu’une minorité, souvent la plus active sur le terrain et la plus visible, cherche à mettre du vieux vin (le marxisme, le léninisme, l’anarchisme) sous une nouvelle étiquette (l’altermondialisme). Pour A. Lipietz, présent à Londres en octobre 2004, “l’articulation entre révolutionnaires et réformistes fait le succès de l’alter-mondialisation” (phrase relevée sur son blog personnel)... Pour d’autres au contraire, la récurrence des accusations de “sociaux-traitres” portés par l’extrême-gauche à tous les modérés du mouvement est propre à bloquer toute discussion ! Le dernier problème est finalement le sens

global à donner à l’altermondialisation : est-ce un mouvement organisé, un simple forum d’échanges, un processus ? Les franges radicales et extrémistes entendent peser sur l’altermondialisme pour le transformer en un véritable mouvement politique organisé, qui réaliserait la synthèse rouge-noire-verte et serait capable de conquérir le pouvoir. D’autres, et ils sont plus nombreux, y voient un vaste espace de discussion censé orienter les décisions politiques à tous les échelons, du local au national, que ce soit au sein des grands partis ou des gouvernements mais sans renverser le système.

Les forums sociaux, laboratoires d’un “nouveau monde”

“Davos symbolise la concentration des richesses, la globalisation de la pauvreté et la destruction de notre planète. Porto Alegre symbolise la lutte et l’espoir d’un monde nouveau possible où l’être humain et la nature seront au centre des préoccupations”⁷. Après le premier “contre-sommet” organisé à Davos en Suisse (janvier 1999), en marge de la rencontre annuelle des grands argentiers de la planète, les pionniers de l’“altermondialisme”, ATTAC et “Monde Diplomatique” en tête, ont cherché un lieu différent, à la fois symbolique et plus facile d’accès que la station de ski suisse, propre à attirer les foules croissantes d’opposants à la “mondialisation libérale”. Le choix se porte sur une ville d’un pays du Sud (Brésil), située dans une région pauvre (Rio Grande do Sul), porteuse d’un projet de démocratie locale (la participation des administrés à l’élaboration du budget communal) : Porto Alegre est ainsi désignée pour accueillir en janvier 2001 le premier Forum Social Mondial (FSM) et devient une sorte de “Mecque” de l’altermondialisme. L’initiative est franco-brésilienne, comme le raconte Bernard Cassen dans son récit de la genèse du mouvement altermondialiste⁸.

(6) Extrait de R. Dumont, *L’Utopie ou la Mort*, 1973

(7) Déclaration finale du Forum Social Mondial de Porto Alegre, janvier 2002 retranscrite par B. Cassen, *Tout a commencé à Porto-Alegre... Mille forums sociaux*, éd. des Milles et une nuits, 2003. Vous trouverez en annexe de cet ouvrage les plus importants textes officiels et déclarations de l’altermondialisme.

(8) B. Cassen, *Tout a commencé à Porto-Alegre... Mille forums sociaux*, op. cit.

A Porto Alegre se retrouvent une fois par an les militants et sympathisants soucieux de réfléchir à un “autre monde”, de participer à “un processus permanent de recherche et d’élaboration d’alternative” puisqu’il s’agit du but officiel de ces rencontres de plus en plus courues et médiatisées⁹. Il s’agit donc d’un espace de discussion qui ne prétend pas déboucher sur un corps de doctrine constitué. Il devient rapidement le lieu d’expression privilégié de la “société civile mondiale”¹⁰ : pour certains, il incarne l’espoir de mesures sociales équitables, pour d’autres la résurgence d’un militantisme radical et subversif, pour d’autres enfin le lieu où il faut être et se montrer. Avec 20 000 participants au FSM de 2001, 60 000 en 2002, 100 000 en 2003, le mouvement semble prendre une importance irrésistible et la couverture médiatique est de plus en plus considérable. A partir de 2002, des forums sociaux se tiennent à l’échelle continentale (Afrique à Bamako en 2002, Europe à Gênes en 2003, Londres en 2004), nationale et locale (en France, environ 80 se sont déjà tenus). En 2004, le FSM est délocalisé à Bombay en Inde, afin de lui donner une résonance encore plus mondiale. Cette même année, le FSM commence sa décrue en terme de fréquentation : est-ce un point de retournement durable ? Le FSM de Londres en 2004 a déçu : les organisateurs attendaient 50 000 participants mais seulement 15 000 ont été réellement enregistrés, car la participation financière exigée était trop élevée (30 livres sterling), s’ajoutant au coût de la vie dans la capitale britannique. Sur le fonds, le mouvement a peine à dépasser ses profonds clivages. Pour répondre aux critiques croissantes faites au forum social mondial, les organisateurs de Porto Alegre en 2005 ont livré le forum à l’autogestion et donné la parole aux mouvements populaires, spontanés. L’élaboration de programmes concrets d’action est un objectif clairement affiché mais il peine à se concrétiser.

Quels sont ses objectifs généraux ? La Charte de Porto Alegre rédigée en 2001 stipule que “les alternatives proposées [par le FSM] s’opposent à un processus de mondialisation capitaliste commandé par les grandes entreprises multinationales et les institutions internationales au service de leurs intérêts. Elles visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l’histoire du monde, une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l’homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations et l’environnement”. On trouve dans cette déclaration une vision dialectique et téléologique dérivée du marxisme, mais l’Internationale citoyenne remplace l’Internationale ouvrière et la démocratie politique et économique remplace la dictature du prolétariat. Les contestations insistent sur le fait que l’ultra-libéralisme et le libre-échange sont porteurs de profondes inégalités, de fractures, à la fois sociales et spatiales.

Les cinq séminaires principaux organisés dans le cadre du Forum social européen de Londres en octobre 2004 peuvent permettre de présenter les champs de réflexion du mouvement, qui a voulu, à l’occasion de ce sommet-charnière, se donner une ligne directrice unifiée :

- 1 - la “mondialisation des multinationales”
- 2 - “justice sociale globale (englobant les questions de pauvreté et d’exclusion) et solidarités”
- 3 - “démocratie et droits fondamentaux”
- 4 - “racisme, discriminations et extrémismes”
- 5 - “crise environnementale”.

Une culture du refus ?

On reproche donc habituellement au mouvement altermondialiste de n’être cimenté que par les rejets qui l’animent et non les projets qu’il serait amené à formuler. “Beaucoup de refus et peu d’alternatives” pourrait résumer la ligne d’ensemble du mouvement.

• Non à la “mondialisation des multinationales”. Il s’agit toujours du principal thème de ralliement des altermondialistes depuis les premières campagnes de mobilisation des années 1990. Il est repris par tous ceux qui prétendent se rattacher au mouvement. C’est qu’elle résume en effet à elle seule la ligne d’ensemble du mouvement : la “société civile” doit se dresser “contre la mondialisation marchande” (c’est d’ailleurs le sous-titre de l’ouvrage de M. Barlow et T. Clarke, un des principaux manifestes de l’altremondialisme)¹¹. Les multinationales et leurs dirigeants font figure de “force occulte de la mondialisation”, tirant en coulisses les ficelles du pouvoir politique, se jouant des frontières nationales... La défense des droits des travailleurs rejoint ici le combat pour le respect des droits de l’homme. Pourtant, derrière l’unanimité à dénoncer le nouvel ordre mondial des multinationales, le mouvement altermondialiste se divise quant aux réponses à donner : tandis que les ONG sont engagées dans des partenariats à l’échelle internationale qui leur permettent de surveiller les FMN tout en leur donnant une caution évidente, de nombreux collectifs et associations radicaux n’envisagent que de perturber leur fonctionnement, détruire leurs symbo-

(9) Charte du Forum Social Mondial de Porto Alegre, janvier 2002

(10) Voir C. Tellenne, “Solidaires, vraiment ? La société civile mondiale et le développement durable” dans *Géopolitique du développement durable*, sous la direction de P. Gauchon et C. Tellenne, éditions PUF (2005), pp. 261-281.

(11) M. Barlow et T. Clarke, *La bataille de Seattle- Sociétés civiles contre mondialisation marchande*, éditions Fayard (2002).

les, boycotter leurs marques et s'attaquer à leurs publicités (le *No Logo* de Naomi Klein).

- Non à l'ultralibéralisme des gouvernants : c'est aujourd'hui le "consensus de Washington" qui est au coeur de toutes les critiques et la convergence de tous les capitalismes nationaux vers un seul modèle, l'anglo-saxon. Une des conséquences par exemple est de dire "non à l'Europe libérale". En France et aux Pays-Bas en 2005, les référendums sur le projet de Constitution européenne ont été l'occasion d'un vaste débat sur le rôle respectif du marché et de l'État et la victoire du non semble ainsi pour partie une expression de l'altermondialisme, même si évidemment tous les courants "nonistes" ne s'y rattachent pas. En tout cas, la campagne organisée en France contre le référendum a vu se constituer un "front du refus" qui brouille complètement les clivages politiques traditionnels : Laurent Fabius a rencontré José Bové dans son fief normand, la droite souverainiste menée par Philippe de Villiers s'est retrouvée sur des thèmes communs avec la LCR d'Olivier Besancenot. Les idées "alter-mondialistes" – déclinées ici en idées "alter-européistes" (il ne s'agissait pas en effet de refuser l'Europe mais de demander une autre Europe) – ont triomphé.

- Non au néo-colonialisme des pays riches. La résurgence du tiers-mondisme ne s'est pas démentie. L'aide au développement est un grand thème actuel de ralliement, par-delà les clivages politiques : le rééquilibrage des rapports commerciaux Nord-Sud, l'encouragement au "commerce équitable", l'annulation de la dette, l'augmentation de l'aide publique au développement, la taxation des flux financiers mise au service du développement des pays pauvres (c'est l'utilisation qui doit être faite de la fameuse taxe Tobin, au départ uniquement destinée à limiter la volatilité du capital transnational). C'est le thème qui a le plus de résonance médiatique,

avec l'intervention dans le débat du pape Jean-Paul II et le réseau Jubilee 2000, ou l'engagement de grandes figures du *show-bizz* comme les chanteurs Bono (U2) ou Bob Geldof, fondateur du Band Aid et qui a organisé à l'été 2005 un vaste programme de concerts destinés à réduire la dette (LIVE-8). Lors du FSM de 2001, le "tribunal international des peuples" a déclaré la dette financière des pays du Sud illégitime, car souvent contractée par des dictatures corrompues et car le poids de cette dette bloque les investissements nécessaires pour assurer les "droits élémentaires" des populations.

- Non à la guerre. Celle-ci est dénoncée comme une "dimension structurelle et globale de la domination" des États-Unis et de ses alliés. Par là, le mouvement renoue avec les tendances très anciennes du pacifisme. La condamnation de la guerre et de l'impérialisme américain devient des thèmes capitaux essentiellement après le 11 septembre 2001 et l'engagement de l'armée américaine et de ses alliés en Irak. Le mouvement se teinte de plus en plus nettement d'"anti-Bushisme" (ce que les Anglo-Saxons nomment le *Bush Bashing*). Dans le texte de clôture du FSM de 2002, on peut ainsi lire : "on assiste au début d'une guerre globale permanente qui vise à renforcer la domination du gouvernement des États-Unis et de ses alliés. Cette guerre révèle une autre face du néolibéralisme, brutale et inacceptable. Des manifestations géantes ont été organisées pour la paix en Europe (Rome et le mouvement Pace) et aux États-Unis (San Francisco et New-York). Dans la vaste campagne "anti-Constitution européenne" menée en France, on retrouve à la fois la dénonciation de la hausse des budgets militaires et la diabolisation de l'alliance militaire atlantique.

- Non au saccage de la planète. S'il est un thème minimal à tous les courants de l'altermondialisme,

c'est bien la revendication d'un développement durable, essentiellement compris dans le sens d'un plus écologique. C'est le thème le plus consensuel, le plus "politiquement correct" qui évite les fâcheries et ouvre des perspectives considérables. Ainsi, il peut être surprenant de voir qu'un parti comme la LCR a abandonné la référence à la lutte des classes pour l'engagement à construire une société plus égalitaire et respectueuse de l'environnement. Les altermondialistes font aujourd'hui de la "dette écologique" un de leurs chevaux de bataille : elle réclame une annulation totale et sans condition de la dette financière des pays pauvres au nom de la "dette écologique" que les pays du Nord ont contracté auprès des pays du Sud en pillant la planète pour nourrir leur industrialisation.

Les formes de l'engagement politique : un nouveau militantisme ? ■

Les organisations non gouvernementales, un nouveau contre-pouvoir ?

Emanation de la "société civile", le mouvement altermondialiste est animé par des associations ou organisations non gouvernementales qui veulent prendre leurs distances avec les syndicats et partis politiques traditionnels. Toutes n'ont pas le même objectif ni le même degré de politisation, même si elles participent de la nébuleuse altermondialiste et qu'il existe de nombreuses passerelles entre elles. Il est ainsi commode de distinguer dans cet ensemble les associations à vocation politique générale (sur le modèle d'ATTAC), les associations de dé-

fense à but particulier (les “mouvements habitants” au Japon¹², le mouvement consumériste aux États-Unis, les ONG écologistes), les associations à but humanitaire (développement). Toutes ces associations sont devenues des acteurs majeurs de l’altermondialisme, car elles se prétendent les porte-voix de la société civile et elles bénéficient pour un grand nombre de la légitimité du terrain.

ATTAC par exemple, est sans doute l’association altermondialiste la plus connue. Elle naît en 1998 de la revendication d’une taxe sur les transactions financières, d’où son nom : Action pour une Taxe Tobin d’Aide aux Citoyens (ATTAC) et de la volonté de tuer les “libertés liberticides” (liberté du commerce international, des capitaux financiers, des investissements directs à l’étranger). L’association se définit comme “un mouvement d’éducation populaire tourné vers l’action” (B. Cassen). Il s’agit à la fois d’un mouvement militant international capable de mobilisations à très grande échelle (plus de 35 000 adhérents, une cinquantaine de comités nationaux, plus de 200 comités locaux), d’un espace de débat et de dialogue (créateur des forums sociaux mondiaux) et d’un laboratoire d’idées avec les petits traités publiés aux éditions des Mille et une Nuits. L’association résume à elle seule les ambiguïtés du mouvement altermondialiste :

- elle est française et prétend pérenniser l’influence des réseaux français sur la planète altermondialiste, au grand dam de militants d’autres nationalités qui contestent sa tentation à l’hégémonie (notamment anglo-saxons)
- elle est radicale et suscite la méfiance de nombre d’associations et ONG, de syndicats réformistes.
- elle est très politisée et entretient des liens étroits avec certains partis d’extrême-gauche et l’anarcho-syndicalisme : un de ses leaders historiques, Christophe Aguitton, est à la fois membre de la LCR et

du syndicat SUD. ATTAC s’est ainsi positionnée en un bloc dans le débat sur la Constitution européenne en prônant le non au référendum, prouvant une discipline digne d’un parti politique.

Les ONG environnementales et développementalistes sont entrées dans le mouvement à la faveur des actions de pression contre les multinationales. Dès le milieu des années 1990, les ONG sont à la pointe du combat contre les FMN : MSF et Oxfam suivent le collectif “Aides” dans sa campagne de dénonciation des entreprises multinationales de la pharmacie qui bloquent l’accès des pays pauvres aux “tri-thérapies” génériques. Elles apportent leur expérience, leur puissance financière et leurs réseaux planétaires au service de l’altermondialisme. On en compte 50 000 aujourd’hui dans le monde, elles sont partie intégrante de la “mondialisation”. Elles se développent dans le vide relatif laissé par l’affaiblissement des régulations politiques et syndicales traditionnelles. Elles sont reconnues comme partenaires de dialogue à part entière au Sommet de la Terre de Rio en 1992, où plusieurs milliers d’entre elles sont invitées et associées aux discussions. Elles sont associées à partir de 2000 au Global Compact de l’ONU qui vise à privilégier les partenariats avec les multinationales. Celles-ci ont compris tout l’intérêt qu’elles avaient à financer des projets de développement local et à “verdier” quelque peu leur image¹³. Depuis le lancement des contre-sommets et de réunions de Porto Alegre, le combat altermondialiste représente la “nouvelle frontière” des ONG car il est une formidable aubaine pour ces associations, au risque de brouiller un

peu leur message et d’installer une certaine confusion (Amnesty International, Human Rights Watch, Médecins sans Frontière).

La médiatisation du mouvement

Depuis les premiers “contre-sommets” officiels de la fin des années 1990, le mouvement altermondialiste compte d’abord sur de grandes manifestations très médiatisées pour s’exprimer : ainsi, d’un côté, les grands rendez-vous de l’altermondialisme, les forums sociaux et autres rencontres contestataires (“Larzac 2003” organisé par José Bové) et, de l’autre côté, tous les grands rendez-vous internationaux officiels qui sont l’occasion de communiquer autour des projets altermondialistes, que ce soient les réunions du FMI et de la Banque mondiale, du G8, de l’OMC (Cancun, 2003), les sommets des organisations régionales de libre-échange (OEA, APEC, ALÉNA), les “Sommets de la Terre”, les rencontres internationales à thème comme l’eau ou le développement. Des forums, tables rondes et débats d’idées sont organisés tandis que les spécialistes de l’agitation occupent les rues et y mènent des actions multiples, depuis le cortège de manifestants classique jusqu’aux actions de destruction radicales (les *Temporary Autonom Zones* où tous les symboles du capitalisme sont détruits), en passant par les happenings (théâtre de rue, jardinage sauvage, création artistique improvisée). Les débordements se sont répétés depuis Seattle, avec par exemple la mort d’un jeune manifestant italien lors du G8 de Gênes. Enfin, des actions de blocage et de sabotage ciblées, visant des aménagements publics (tunnels, ponts,

(12) Sur ce thème, voir C. Tellenne, “La nature sanctifiée et sacrifiée. Les Japonais et le développement durable”, dans *Géopolitique du développement durable* sous la direction de P. Gauchon et C. Tellenne, éditions PUF (2005), pp. 309 à 323.

(13) Sur ce point, lire M. Drancourt, “Produire plus avec moins. Les entreprises et le développement durable” et l’entretien avec H. Proglgio, PDG de Veolia dans *Géopolitique du développement durable*, op.cit.

centrales nucléaires), des zones d'expérimentation scientifique (les "faucheurs volontaires" d'OGM), des symboles du capitalisme (les Mc Donald en France). Les *ecowarriors* sont particulièrement en pointe dans ce mouvement : aux États-Unis, les "khmers verts" de la Ruckus Society se sont faits une spécialité de ce genre d'actions avec une organisation paramilitaire.

De grandes figures porte-drapeaux incarnent le combat altermondialiste aux yeux des médias, elles sont largement plus importantes que les théoriciens de l'altermondialisation : le mouvement s'avère ainsi nettement moins intellectuel que dans les années 1960 mais infiniment plus pragmatique, préférant produire des images emblématiques (des repoussoirs et des icônes) qu'élaborer de grandes constructions théoriques, parfois au risque de la caricature. Ainsi, José Bové, dont les moustaches et la pipe sont connues dans le monde entier, incarne dans l'Hexagone l'Astérix des années de mondialisation résistant à l'impérialisme américain et dans le reste du monde une sorte de "Robin des Bois" qui veut prendre aux riches pour donner aux pauvres. Il est de tous les combats, faucheur volontaire d'OGM et destructeur de Mac Donald à Millau, fondant la Via Campesina avec des militants paysans du monde entier, rencontrant le président brésilien Lula à Porto Alegre, s'affichant auprès de Yasser Arafat et des Palestiniens dans les territoires autonomes, serrant la main de Laurent Fabius lors de la campagne pour le non au référendum, interpellant les chefs d'État et de gouvernement à Doha au Qatar lors de l'ouverture du nouveau cycle de l'OMC. Son emprisonnement lui a valu une véritable consécration internationale tandis qu'il tente, par ses ouvrages, de placer son combat personnel et catégoriel

dans la perspective plus générale de construction d'une nouvelle société¹⁴.

Le mouvement peut compter sur des moyens traditionnels pour diffuser ses idées :

- les livres : l'ouvrage *No Logo* de Naomi Klein est un best-seller mondial, les traités d'ATTAC aux éditions Mille et une nuits, les manifestes de Bové mais également des ouvrages de réflexion philosophique (Vandana Shiva, Noam Chomsky, Miguel Bensayag, Diego Sztulwank)
- les films : le réalisateur américain Michaël Moore s'est affirmé comme le principal pourfendeur des multinationales (*Roger and me*, *The Big One*) et de l'Amérique de Bush (*Fahrenheit 9/11*)
- la musique avec des artistes comme Manu Chao chantant en français et en espagnol ou le groupe français Zebda, à l'audience plus hexagonale
- la presse : avec le Monde Diplomatique, le mouvement dispose d'une tribune de première importance qui fait coopérer des journalistes et intellectuels du monde entier
- la télévision : lors du FSM de Bombay, les altermondialistes ont émis le souhait de créer une "chaîne de l'altermondialisme", coopérative et solidaire, pour faire connaître l'état de leurs travaux et réflexions. Récemment, le projet de création d'une grande chaîne d'information sud-américaine indépendante (TVSUR) a été lancé par H. Chavez, une sorte d'"anti-CNN".

De manière plus originale, Internet et l'informatique sont des outils stratégiques du mouvement altermondialiste, qui se place ainsi au cœur de la globalisation et utilise à plein un progrès technique que certains de ses militants stigmatisent

pourtant. Internet sert à la mobilisation, à l'information et à l'éducation des militants. Ce moyen de communication planétaire et à faible coût permet à de petits groupes et collectifs de disposer d'un espace d'expression inespéré vu leur taille. Il leur offre ainsi une caisse de résonance considérable, les mettant au même niveau que de grandes firmes multinationales ou des institutions internationales. Le largage de virus via Internet, le piratage informatique par les "hackers" sont d'autres utilisations possibles de l'outil : le site de l'OMC est ainsi visé régulièrement notamment par les "electrohippies", un groupe subversif anglais, les FMN font l'objet également de raids nombreux et doivent embaucher des spécialistes de l'informatique pour se protéger. La technologie de la téléphonie mobile (envoi de SMS) est également utile pour organiser dans l'urgence des mobilisations, ce que l'on appelle les "flash mob" (mobilisations-éclair).

Quelle est la portée réelle de telles mobilisations ?

Si Internet lui donne une certaine visibilité et un réel pouvoir de mobilisation, de quel poids pèse le mouvement face aux milieux d'affaires internationaux, aux cercles politiques dirigeants, aux institutions financières internationales ? "Désarmer les marchés financiers" est un des mots d'ordre d'Ignaciot Ramonet au Monde Diplo : mais que pèse la nébuleuse altermondialiste face à la puissance des réseaux financiers mondiaux ? Il y a là une différence d'échelle : le budget de l'ONG World Vision, un des plus importants du monde (900 millions de dollars), est atteint au bout de 14 heures de transactions sur les marchés financiers internationaux. N'a-t-on pas tendance ainsi à surestimer l'importance de l'altermondialisation, par le prisme déformant des médias ? Elle attire au mieux l'indifférence complète des décideurs, comme en témoigne par exemple l'absence de réaction de G.W. Bush et son administration

(14) J. Bové, *La révolte d'un paysan, Goliath (2000)* et *Le monde n'est pas une marchandise : des paysans contre la malbouffe, en collaboration avec François Dufour, La Découverte (2000)*.

aux provocations de M. Moore et l'incapacité de celui-ci à peser sur le scrutin présidentiel de 2004 malgré ses intentions déclarées. Et, au pire, elle attire des quolibets malveillants de la part des pro-mondialisation : ainsi, Thomas L. Friedman, éditorialiste au *New York Times* a-t-il pu définir le mouvement altermondialiste d' "arche de Noé des partisans de la Terre plate, de syndicalistes protectionnistes et de yuppies nostalgiques des piquouses des années 60".

Pourtant, il est évident que le mouvement altermondialiste amène (au moins à la marge, parmi d'autres facteurs), à changer la perception que les populations et leurs dirigeants ont de la globalisation et à la prise de conscience de nouveaux besoins, de nouvelles nécessités :

- les nécessités de "re-réguler" la mondialisation (après certains excès de la déréglementation) et de faire émerger un nouveau droit international commencent à faire consensus : il s'agirait ainsi d'encadrer et de contrôler davantage les marchés boursiers (mais leur taxation semble encore illusoire en l'absence de l'accord des États-Unis), de construire un nouveau droit international, notamment social, de réformer l'ONU et de redéfinir ses missions, de repenser l'aide au développement et le problème de la dette.
- l'impératif de régénérer la démocratie par la base semble également urgent, pour passer d'une démocratie "confisquée" à une démocratie "participative" pour reprendre la terminologie des politologues.

• l'urgence de protéger la planète, sans pour autant renoncer à améliorer le niveau de vie des hommes dans les pays qui restent très pauvres : très consensuel, le concept de développement durable a ainsi fait une entrée fracassante dans le vocabulaire des décideurs et commence à changer la vision officielle

du développement, tentant de concilier croissance économique, durabilité écologique et équité sociale. Encore faut-il sortir des beaux discours et des déclarations d'intentions qui caractérisent la "décennie des bons sentiments" (S. Brunel) pour entrer dans l'âge des réalisations concrètes.

L'altermondialisme est donc un mouvement jeune mais qui fait la synthèse de combats anciens. La genèse du combat anti-mondialisation est réalisée pour l'essentiel dans les années 1990, entre mouvements anti-multinationales et contre-sommets officiels en marge des réunions des "grands de ce monde". Il prend conscience de sa force de mobilisation lors des batailles de rue à Seattle qui sont comparées par les militants aux vieilles journées d'émeutes et de barricades de juin 1848 en France, à la Commune de Paris, aux révolutions russes ou à la révolte spartakiste en Allemagne. Bref le potentiel révolutionnaire du mouvement est réel. Mais est-il réellement nouveau ? L'altermondialisme plonge ses racines intellectuelles et militantes très loin dans l'histoire des mouvements sociaux révolutionnaires. Il se mue en mouvement altermondialiste dans les années 2000 avec l'institutionnalisation des forums sociaux et l'affirmation croissante d'autres références, humanistes, chrétiennes sociales mais également souverai-

nistes. Sa force révolutionnaire s'en trouve désamorcée et son message brouillé, mais son rayonnement s'en trouve élargi. Par-delà les profonds clivages qui traversent le mouvement, son objectif est de promouvoir un nouveau modèle de société et de régénérer la démocratie participative. Une nouvelle manière de s'engager en politique s'offre aux jeunes générations, s'éloignant un peu des pratiques habituelles, d'où sa force de séduction.

En définitive, la question des années à venir est de savoir si un "consensus de Porto Alegre" (qui reste en partie à définir, on l'a montré) peut se substituer au "consensus de Washington" tant décrit ? A voir la récupération de certains thèmes de prédilection des altermondialistes (et notamment le thème générique et fédérateur du développement durable) dans les cercles politiques et économiques dirigeants, on peut se demander si ce n'est pas plutôt Davos qui est en passe de réussir "une OPA sur Porto Alegre", pour reprendre l'heureuse formule de Patrice Touchard¹⁵... Dans ce cas, l'altermondialisme serait vidé d'une grande partie de son sens.

C. T.

(15) Patrice Touchard, "L'air et le feu. Energie et développement durable", dans *Géopolitique du développement durable...*, op. cit., p. 179.

Les archives sur internet de

Référence
LA REVUE DES PRÉPAS

www.reference.klubprepa.net

Référence

Numéro 39 • Décembre 2005